

Tribune conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique, et David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, dans "Le Figaro", "The Times", "International Herald Tribune" et "Al-Hayat" du 15 avril 2011, sur l'avenir de la Libye, intitulée "Le chemin vers la paix".

Avec leurs alliés de l'OTAN et leurs partenaires de la coalition, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont été unis au Conseil de Sécurité ainsi qu'à la Conférence de Paris qui a suivi pour construire une coalition large pour répondre à la crise en Libye. Nous restons unis sur les mesures à prendre pour y mettre fin.

Tout en poursuivant les opérations militaires pour protéger les populations civiles, nous voulons regarder vers l'avenir. Nous sommes convaincus que des temps meilleurs attendent le peuple libyen, et qu'un chemin peut être tracé pour y arriver.

Nous ne devons jamais perdre de vue les raisons qui ont initialement obligé la communauté internationale à agir. Lorsque la Libye a plongé dans le chaos à la suite des attaques du colonel Kadhafi contre son peuple, la Ligue arabe a exigé des actes. L'opposition libyenne a appelé à l'aide. Dans ce moment de détresse, le peuple libyen s'est tourné vers la communauté internationale. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans une résolution historique, a autorisé la communauté internationale à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la population libyenne contre les attaques qu'elle subissait. En réagissant immédiatement, nos trois pays ont arrêté la progression des forces de Kadhafi. Le bain de sang dont il avait menacé les habitants de Benghazi, assiégée, a été évité.

Des dizaines de milliers de vies ont été épargnées, mais Kadhafi continue d'infliger jour après jour des atrocités au peuple libyen. Ses missiles et ses obus s'abattaient sur les civils sans défense à Ajdabia. Il essaie d'étrangler la population de Misrata, qui subit un siège digne du Moyen-âge pour l'obliger à se soumettre. Les témoignages de disparitions et d'atrocités sont chaque jour plus nombreux.

Aux termes de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, notre devoir et notre mandat sont de protéger les civils. C'est ce que nous faisons. Il ne s'agit pas d'évincer Kadhafi par la force. Mais il est impossible d'imaginer que la Libye ait un avenir avec Kadhafi. A juste titre, la Cour pénale internationale enquête sur les crimes contre les civils et les graves violations du droit international qui ont été commises. Il est impensable que quelqu'un qui a voulu massacrer son propre peuple joue un rôle dans le futur gouvernement libyen. Les courageux habitants des villes qui ont fait face aux troupes qui les ont bombardées sans pitié seraient exposés à de terribles représailles si la communauté internationale acceptait une telle solution. Ce serait une inimaginable trahison à leur égard.

Cela condamnerait en outre la Libye à être non seulement un État paria mais également un État failli. Kadhafi avait promis de lancer des attaques terroristes contre les navires et les avions civils. Parce qu'il a perdu l'appui de son peuple, tout compromis qui le laisserait au pouvoir se traduirait

par davantage de chaos et d'anarchie. Nous savons d'expérience ce que cela peut signifier. Ni l'Europe, ni la région ni le monde ne peuvent se permettre de donner un nouveau refuge aux extrémistes.

Il existe un chemin vers la paix porteur d'un nouvel espoir pour le peuple libyen. Un avenir sans Kadhafi, qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye & un avenir qui restaure son économie, ainsi que la prospérité et la sécurité pour son peuple. Cela doit commencer par une fin réelle des violences qui se traduise par des actes et non par des mots. Le régime doit se retirer des villes qu'il assiège, notamment Ajdabia, Misrata et Zintan, et faire rentrer ses soldats dans leurs casernes. Pourtant, tant que Kadhafi sera au pouvoir, l'OTAN et les partenaires de la coalition doivent maintenir leurs opérations afin que la protection des civils soit maintenue et que la pression sur le régime s'accroisse. Alors pourra commencer une véritable transition d'un régime dictatorial vers un processus constitutionnel ouvert à tous avec une nouvelle génération de dirigeants. Pour que cette transition aboutisse, Kadhafi doit partir, définitivement. Dès lors, il reviendra à l'ONU et à ses États-membres d'aider le peuple libyen à reconstruire ce qui a été détruit par Kadhafi, à réparer les maisons et les hôpitaux, à rétablir les services de base en même temps que les Libyens mettront en place des institutions pour fonder une société ouverte et prospère.

Cette vision de la Libye de demain est soutenue par une large coalition de pays, y compris de nombreux États arabes. Ils se sont rassemblés à Londres le 29 mars et ont établi un Groupe de contact qui s'est réuni cette semaine à Doha pour promouvoir une solution à la crise dans le respect de la volonté du peuple libyen.

Aujourd'hui, l'OTAN et la coalition agissent au nom des Nations Unies avec un mandat international sans précédent. Mais c'est le peuple libyen, et non les Nations Unies, qui choisira sa nouvelle constitution, élira ses nouveaux dirigeants et écrira le prochain chapitre de son histoire. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis n'auront de cesse de mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité pour que le peuple libyen puisse décider lui-même de son avenir.